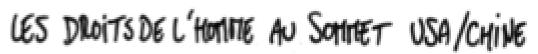
Le texte officiel du gouvernement chinois sur la situation des droits de l'homme aux États-Unis 1/2





(http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2017/03

/usa-onu-droit-humain.png)

Un retour d'ascenseur bien documenté et qui remet les pendules à l'heure, dont vous n'entendrez jamais parler dans la presse occidentale.

Le 3 mars, le Département d'État des États-Unis a publié ses rapports nationaux sur les pratiques en matière de droits de l'homme, se présentant de nouveau comme « le juge des droits de l'homme ». En brandissant « le bâton des droits de l'homme », il pointait du doigt et jugeait de la situation des droits de l'homme dans de nombreux pays, sans tenir compte de ses propres problèmes concernant de graves entorses aux droits de l'homme à domicile. Les gens ne peuvent donc s'empêcher de se poser des questions sur la situation actuelle des droits de l'homme aux États-Unis en 2016. Des faits concrets montrent que, l'an dernier, la situation aux États-Unis a continué à se détériorer pour certains de leurs problèmes concernant les droits de la personne. Avec d'incessants tirs d'armes à feu résonnant jusque dans les oreilles de la Statue de la Liberté, l'aggravation de la discrimination raciale et la farce électorale dominée par des politiciens dirigés par l'argent, ces autoproclamés défenseurs des droits de l'homme ont exposé leur propre « mythe » des droits de l'homme et doivent maintenant répondre de leurs actes dans ce domaine.

- La fréquence des crimes liés aux armes à feu a entraîné de lourdes pertes humaines et le taux d'incarcération demeure élevé. Il y a eu au total 58 125 incidents de violence armée (http://www.gunviolencearchive.org/), dont 385 fusillades de masse aux États-Unis en 2016, faisant 15 039 morts et 30 589 blessés. Les États-Unis ont le deuxième taux d'incarcération pénitentiaire (http://www.statista.com/) le plus élevé au monde, avec 693 prisonniers pour 100 000 habitants (www.statista.com, April 2016). En 2016, 70 millions d'Étasuniens sont passés par la case prison c'est presque un adulte sur trois. (harvardlawreview.org, 5 janvier 2017) [2 millions (https://fr.wikipedia.org/wiki/Prison_aux_ %C3%89tats-Unis) y sont encore pour wikipedia, NdT]
- Les moyens de subsistance des classes moyennes et pauvres sont source d'inquiétude en raison de l'élargissement de l'écart entre les revenus. En 2016, la proportion d'adultes américains ayant un emploi à temps plein a atteint son niveau le plus bas depuis 1983. Au cours des trois dernières décennies, près de 70% des revenus se sont retrouvés dans les poches des 10% les plus riches. La population de la classe moyenne américaine a commencé à se réduire. En outre, un Américain sur sept vit dans la pauvreté, soit 45 millions de personnes vivant dans des circonstances difficiles. L'espérance de vie moyenne est passée de 78,9 ans à 78,8 ans, les États-Unis affichant une baisse de l'espérance de vie globale pour la première fois depuis plus de 20 ans.
- Le racisme continue d'exister et les relations raciales ont empiré. En 2016, le Groupe de travail des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine a signalé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies que les problèmes raciaux étaient sévères aux États-Unis. L'histoire coloniale, l'esclavage, la subordination raciale et la ségrégation, le terrorisme racial et l'inégalité raciale aux États-Unis

continuent à poser de sérieux défis. Les meurtres commis par des policiers rappellent la terreur raciste de l'époque du lynchage. Les États-Unis sont confrontés à une « crise des droits de l'homme » (www.un.org, 18 août 2016).

- La protection des droits des femmes, des enfants et des personnes âgées ne s'est pas améliorée et les droits des groupes vulnérables ont été gravement violés. Les femmes sont beaucoup moins payées que leurs collègues masculins. Les femmes employées municipales de la ville à New York touchent 18% de moins de salaire que les hommes (www.nydailynews.com, 11 avril 2016). Les femmes représentaient environ 60% des travailleurs californiens gagnant un salaire minimum ou moins (www.sandiegouniontribune.com, 10 avril 2016). Des harcèlements et des agressions sexuelles ont fréquemment lieu. Environ une femme sur quatre a déclaré avoir été harcelée au travail (www.usatoday.com, 7 juillet 2016). Au total, 20% des jeunes femmes ayant fréquenté le collège pendant quatre ans ont déclaré avoir été agressées sexuellement (www.washingtonpost.com, 5 mars 2016). Le taux de pauvreté parmi les enfants demeure élevé et environ 6,8 millions de personnes âgées de 10 à 17 ans souffrent d'insécurité alimentaire (www.urban.org, 11 septembre 2016). Des cas de mauvais traitements envers les personnes âgées se produisent de temps à autre, et environ 5 millions d'entre elles sont victimes d'abus chaque année (www.csmonitor.com, 15 juin 2016).
- Les États-Unis ont, à maintes reprises, piétiné les droits de l'homme dans d'autres pays et ont sciemment abattu des victimes innocentes. Du 8 août 2014 au 19 décembre 2016, les États-Unis ont lancé 7 258 frappes aériennes sur lrak et 5 828 en Syrie, causant 733 incidents avec un nombre de morts civils estimé entre 4 588 et 6 127 (airwars.org, 19 décembre 2016). Depuis 2009, le nombre de civils tués par des drones américains atteint plus de 800 personnes au Pakistan, au Yémen et en Somalie. (www.theguardian.com, 1^{er} juillet 2016) La question de la détention illégale et de la torture de prisonniers dans d'autres pays est restée sans issue.
- Les États-Unis refusent d'approuver les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et n'ont pas accepté les projets de résolution des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Ils n'ont toujours pas ratifié les principales conventions internationales relatives aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes ; la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Lors de la 71^eAssemblée générale de l'ONU, les États-Unis ont voté contre les projets de résolution relatifs aux droits de l'homme, notamment ceux concernant « le droit au développement », « les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales », « la promotion d'un ordre international démocratique et équitable » et « la déclaration sur le droit à la paix » (www.un.org, 19 décembre 2016).

I. De graves infractions au droit à la vie et à la sécurité personnelle

En 2016, le gouvernement des États-Unis n'a exercé aucun contrôle effectif sur les armes à feu, les services de police ont abusé de leur pouvoir et les crimes n'ont pas été effectivement combattus. En conséquence, les droits civils, en particulier le droit à la vie, ont été sérieusement menacés et les droits des personnes ont été continuellement enfreints.

La fréquence des crimes liés aux armes à feu est élevée. Selon les données publiées par le FBI, le 26 septembre 2016, des armes à feu ont été utilisées dans 71,5% des meurtres du pays, 40,8% des vols et 24,2% des agressions aggravées, en 2015 (ucr.fbi.gov, 26 septembre 2016). Selon un sondage publié par *Arm Gun Violence Archive*, il y eu un total de 58 125 incidents de violence armée, dont 385 fusillades de masse aux États-Unis en 2016, faisant 15 039 morts et 30 589 blessés (www.gunviolencearchive.org, 31 décembre 2016). Le 12 juin 2016, un homme armé a tiré à bout portant dans une boîte de nuit surpeuplée d'Orlando, tuant 50 personnes et en blessant 53 autres, une des fusillades les plus meurtrières de l'histoire du pays (www.washingtonpost.com, 12 juin 2016).

Le taux de criminalité a explosé. Selon un rapport intitulé *La criminalité aux États-Unis* publié par le FBI en 2016, il y eut 1 197 704 crimes violents commis dans le pays en 2015, en hausse de 3,9% par rapport à l'année précédente. Le taux estimé de crimes violents était de 372,6 infractions pour 100 000 habitants, soit une augmentation de 3,1% par rapport au taux de 2014. Parmi le total des crimes violents de 2015, 63,8% étaient des agressions violentes, 27,3% des vols, 7,5% des viols et 1,3% des meurtres. À l'échelle nationale, on estimait à 7 993 631 les crimes contre les biens, les victimes de ces crimes subissant des pertes estimées à environ 14,3 milliards de dollars américains (ucr.fbi.gov). En 2015, environ 15 696 cas de meurtres et d'homicides non involontaires ont eu lieu dans tout le pays, selon des données publiées par Statista (www.statista.com). Le *Daily Mail* du Royaume-Uni a rapporté, le 26 juillet 2016, que les homicides dans 51 grandes villes américaines, au premier semestre par rapport à l'année précédente, ont grimpé de 15% et que le taux d'homicides à Chicago a augmenté de 48% sur un an (www.dailymail.com .co.uk, 26 juillet 2016). Josh Earnest, alors secrétaire de presse de la Maison Blanche, a souligné que c'était un vrai problème que certaines villes « subissent une vague inquiétante de crimes violents » (www.washingtonpost.com, 14 mai 2016). Le président américain a également admis que « la criminalité est hors de contrôle et s'aggrave rapidement » (www.dailymail.co.uk, 26 juillet 2016). Les crimes dus à la haine ont également augmenté. Selon *Hate Crime Statistics* 2015, publié par le FBI, les organismes d'application de la loi ont soumis des rapports d'incident impliquant 5 850 incidents criminels et 6 885 infractions connexes, comme motivés par des préjugés à l'égard de la race, l'origine ethnique, l'ascendance, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap, le genre et l'identité de genre (www.fbi.gov, 14 novembre 2016).

La police a abusé de son pouvoir d'application de la loi. Selon les données du crime publiées par le FBI, l'application de la loi a entraîné environ 10 797 088 arrestations en 2015 à l'échelle nationale. Le taux d'arrestation estimé pour les États-Unis en 2015 était de 3 363 arrestations pour 100 000 habitants (ucr.fbi.gov). Au sein de la police des États-Unis, l'abus des armes à feu pendant les arrestations est préoccupant. Les médias ont recensé 1 348 décès liés aux arrestations entre le 1^{er} juin 2015 et le 31 mars 2016, soit une moyenne de 135 personnes abattues par mois (www.bjs.gov, 22 décembre 2016). Au total, 963 personnes ont été abattues par la police en 2016 (github.com/washingtonpost/data-police-shootings). Selon un rapport du *Washington Post* datant du 8 juillet 2016, sur les 509 tués par des policiers américains sur l'année en cours, au moins 124 personnes souffraient de maladie mentale (www.statista.com, 8 juillet 2016). Les policiers qui tuent des civils sont rarement jugés. Environ 1 000 civils sont tués par la police chaque année, mais seulement 77 agents ont été

jugés coupables d'homicide involontaire ou de meurtre pendant une arrestation entre 2005 et 2016 (www.washingtonpost.com, 19 octobre 2016).

Le taux d'incarcération demeure élevé. Selon les données publiées par une firme américaine d'études de marché en avril 2016, les États-Unis avaient le deuxième taux de détenus le plus élevé au monde, avec 693 prisonniers pour 100 000 habitants. Environ 2,2 millions de personnes ont été incarcérées aux États-Unis en 2014. (www.statista.com, avril 2016) Il y a 70 millions d'Américains qui ont déjà été incarcérés – c'està-dire près d'un adulte sur trois (harvardlawreview.org, 5 janvier 2017). Faites pour abriter environ 13 000 personnes par unité, les prisons états-uniennes hébergent désormais 28 000 prisonniers, soit plus du double de la capacité prévue. La santé des détenus ne peut être maintenue et les maladies infectieuses, dont la tuberculose et la dermatose, sont facilement transmises de l'un à l'autre (Apr.org, 16 décembre 2016). Le 28 novembre 2016, le site Web du Washington Post informait que deux policiers avaient été emprisonnés pour avoir battu un détenu mentalement malade et avoir falsifié des dossiers pour couvrir leurs abus (www.washingtonpost.com, novembre 28, 2016). Selon un article du site internet du Washington Post du 19 décembre 2016, des gardiens de prison du comté de Sherriff, Los Angeles, ont battu et maltraité des prisonniers. Son ancien chef a cherché à empêcher une enquête fédérale sur les coups et autres abus perpétués dans le système carcéral du comté de Los Angeles, qu'il gérait. L'enquête a entraîné la condamnation de 20 membres du département (www.washingtonpost.com, 19 décembre 2016). Le Washington Post a rapporté sur son site internet que le 2 décembre, un gardien du complexe carcéral de Rikers Island dans la ville de New York a « sauvagement » donné des coups de pied à un détenu malade, jusqu'à ce qu'il en meure (www.washingtonpost.com, 2 décembre 2016). Les décès dans les prisons ont continué à augmenter. Selon les données publiées par le Bureau of Justice Statistics en décembre 2016, entre 2001 et 2014, il y a eu 50 785 décès de détenus aux États-Unis. Pour la seule année 2014, il y a eu 3 927 décès de détenus dans les prisons étatiques et fédérales. Il s'agit du plus grand nombre de décès de détenus, depuis que le Programme de déclaration des décès en prison (DCRP) a commencé à recueillir des données en 2001. Le suicide est la principale cause de décès dans les prisons locales. Il y a eu 372 suicides en 2014, soit 13% de plus qu'en 2013. Le nombre de suicides dans les prisons d'État a augmenté de 30% entre 2013 et 2014 (www.bjs.gov, décembre 2016).

II. Les droits politiques compromis

En 2016, la politique menée pour de l'argent, ainsi que le pouvoir en échange d'argent, ont contrôlé une élection présidentielle pleine de mensonges et de farces. Il n'y avait aucune garantie des droits politiques, alors que le public réagissait par des vagues de boycott et de manifestations, afin de montrer au grand jour la nature hypocrite de la démocratie américaine.

La participation électorale et le taux de soutien tombent à des niveaux toujours plus bas. Seuls 55% des citoyens en âge de voter l'ont fait pour l'élection 2016, le plus bas taux de participation en 20 ans (edition.cnn.com, 30 novembre 2016). Un nombre croissant d'Américains ont été déçus ou même en colère à propos de l'élection. Les recherches effectuées avant la tenue de l'élection montrent que de nombreux électeurs

qui avaient l'intention de venir voter étaient en colère. Ceux qui n'ont pas voté cette fois sont au-delà de l'antipathie – ils éprouvent une aversion totale pour la chose politique (www.huffingtonpost.com, 6 décembre 2016).

Ce fut l'élection la plus coûteuse jamais vue. Les Américains qui ont postulé à des postes électoraux fédéraux ont dépensé plus que jamais – environ 6,8 milliards de dollars américains. C'est plus que ce que les consommateurs consacrent aux céréales (6 milliards de dollars américains). Les candidats se présentant à la Chambre et au Sénat et les groupes indépendants qui les soutiennent ont dû débourser 410 millions de dollars américains de plus que lors de l'élection présidentielle de 2012 (www.cbsnews.com, 8 novembre 2016). Selon le site internet du Washington Post, la campagne de Clinton avait réuni 1,4 milliard de dollars américains à la fin de novembre 2016, alors que Trump avait recueilli 932 millions de dollars américains (www.washingtonpost.com, 9 décembre 2016). CNN a rapporté que 2016 était « l'année où l'argent n'a rien apporté à personne », et « l'âge d'or pour être l'homme des masses populaires » (us.cnn.com, 12 novembre 2016). L'argent dans la politique a déclenché des manifestations nationales, au cours desquelles de nombreux manifestants ont été arrêtés par la police.

Les médias n'ont pas été objectifs et impartiaux. Les médias des États-Unis ont publié un grand nombre de rapports et de commentaires biaisés durant les élections de 2016, démontrant pleinement leur incapacité à rester objectifs ou impartiaux. Les médias ont clairement choisi leur parti pour couvrir l'élection. Parmi les 100 meilleurs quotidiens, 57 ont soutenu le candidat démocrate tandis que 2 seulement soutenaient les Républicains, selon les données révélées par le nombre de mentions médiatiques menées par l'Université de Californie Santa Barbara. Un sondage effectué par l'Université Quinnipiac, le 19 octobre 2016, a également révélé que les médias étaient biaisés dans leur couverture de l'élection présidentielle, un sentiment partagé par 55% des potentiels électeurs américains, dont 90% des Républicains et 61% des électeurs indépendants (Poll.quedu, 19 octobre 2016).

III. Les mauvaises conditions de vie des Américains à revenu faible ou moyen

En 2016, la polarisation sociale aux États-Unis s'est aggravée, la proportion d'adultes occupant un emploi à temps plein atteignant son point le plus bas depuis 1983 (www.gallup.com, 20 septembre 2016), les écarts de revenus se creusant, la classe moyenne atteignant un tournant, en commençant à diminuer (bigstory.ap.org, 12 mai 2016) et les conditions de vie de la classe pauvre se détériorant.

Les écarts de revenu ont continué à s'élargir. Le 17 mai 2016, le site internet du *Guardian* rapportait que les 500 principaux dirigeants des États-Unis gagnaient 340 fois le salaire moyen des travailleurs, en 2015. Indexés à l'inflation, les salaires des travailleurs ordinaires ont stagné depuis 50 ans (Www.theguardian.com, 17 mai 2016). *Businessinsider.com* a révélé que, tandis que les salaires des PDG des 350 plus grandes entreprises américaines ont augmenté d'environ 940% entre 1978 et 2015, après ajustement de l'inflation, la rémunération du travailleur typique n'a augmenté que de 10% (Www.businessinsider.com, 15 août 2016). Le site internet du *Wall Street Journal* indique qu'au cours des 30 dernières années, près de 70% des revenus sont allés aux 10% des Américains les plus riches, phénomène qui a été sarcastiquement nommé la plus étonnante « réussite économique » de ces dernières années par *The Time* (www.newser.com, 8 décembre 2016).

La classe moyenne se rétrécit. Le *Wall Street Journal* rapportait que 92% des personnes nées en 1940 ont gagné plus à 30 ans, que leurs parents quand ils avaient le même âge. Toutefois, pour les personnes nées en 1980, ce pourcentage est tombé à 51 (www.newser.com, 8 décembre 2016). Selon le cabinet de conseil Gallup, le pourcentage d'Américains qui disaient penser être dans la classe moyenne ou moyenne supérieure a chuté de 10 points de pourcentage, passant d'une moyenne de 61% entre 2000 et 2008 à 51% en 2016. Cette baisse signifie que 25 millions de personnes aux États-Unis ont vu leur situation empirer en termes économiques. (Www.gallup.com, 20 septembre 2016) Selon un rapport publié par Pew Research Center, le 11 mai 2016, la classe moyenne américaine ne formait plus la majorité de la population, dans près de 25% des grandes villes (bigstory.ap.org, May 12, 2016). De 2000 à 2014, la proportion d'adultes vivant dans des ménages de classe moyenne a chuté de 4 points de pourcentage à l'échelle nationale et a diminué de 6 points de pourcentage ou plus, dans 53 régions métropolitaines (www.pewsocialtrends.org, 11 mai 2016). Un sondage de *Pew* a révélé que 62% des 1 500 adultes interrogés ont déclaré que le gouvernement ne se souciait pas suffisamment de la classe moyenne (www.pewsocialtrends.org, 4 février 2016).

Les conditions de vie des populations pauvres et à faible revenu se sont détériorées. Un Américain sur sept, au moins 45 millions de personnes, vit dans la pauvreté (www.dailymail.co.uk, 10 septembre 2016). Une enquête *Pew* a montré que 49% des Américains ont dit qu'ils n'arrivaient pas à joindre les deux bouts; 42% réussissent à établir un équilibre entre les revenus et les dépenses (www.pewsocialtrends.org, 4 février 2016). À la fin de 2015, le nombre de sans-abri se situait à environ 500 000 personnes (www.theatlantic.com, 11 février 2016). Ce nombre a augmenté dans les grandes villes. On comptait plus de 60 000 sans-abri dans le Wisconsin (www.usatoday.com, le 16 octobre 2016). Des milliers de personnes à faible revenu dans des secteurs tels que la restauration rapide, les soins à domicile et les aéroports ont fait grève à maintes reprises, pour un salaire minimum à 15 dollars de l'heure (www.theguardian.com, 21 novembre 2016).

L'espérance de vie a baissé. L'espérance de vie aux États-Unis en 2015 a diminué pour la première fois en plus de deux décennies, selon les données publiées par le Centre national des statistiques de la santé, le 8 décembre 2016. L'espérance de vie des hommes est passée de 76,5 ans en 2014 à 76,3 en 2015, tandis que celui des femmes est passé de 81,3 à 81,2. L'espérance de vie globale est passée de 78,9 à 78,8 ans (www.bbc.co.uk, 8 décembre 2016). Dans le même temps, le taux de suicide a augmenté. Les centres pour le contrôle et la prévention des maladies ont signalé qu'il y a eu 41.149 cas de suicide aux États-Unis en 2013, soit environ 41% de plus qu'en 1999. Le suicide était la dixième cause de décès aux États-Unis en 2013, emportant deux fois plus de vies que l'homicide (www.bls.gov, décembre 2016). En 2015, le taux de suicide aux États-Unis a atteint son niveau le plus élevé en près de trois décennies (www.bbc.co.uk, 22 avril 2016).

Les conditions de santé ont baissé. Pour les résidents des États-Unis, l'état de santé auto-déclaré a diminué, dans tous les groupes d'âge entre 25 et 59 ans, depuis 1990, selon un rapport de Gallup. La part de la population active souffrant d'un handicap qui les a empêchés de travailler est passée de 4,4% en 1980 à 6,8% en 2015. Cette situation est liée aux coûts exorbitants et à la faible efficacité du système de santé des États-Unis (www.gallup.com, 15 décembre 2016). Le système de paiement complexe et opaque pour les médicaments sur ordonnance a permis aux cadres des compagnies pharmaceutiques d'imposer des prix extraordinaires pour des médicaments courants qui existent depuis

des années, et certaines entreprises ont même utilisé des coupons gratuits pour les patients, afin d'augmenter par dix les prix des médicaments, comme le rapporte le *Chicago Tribune* du 6 décembre 2016 (www.chicagotribune.com, le 6 décembre 2016).

Le système de sécurité sociale est sérieusement vicié. Le *Des Moines Register* a signalé qu'il y avait 1 136 849 demandeurs de prestations d'invalidité fédérales en liste d'attente, ce qui signifiait qu'ils pouvaient attendre jusqu'à 26 mois pour obtenir une audience en droit administratif pour leur demande de prestations (www.desmoinesregister.com, 2016). Les statistiques publiées par *singlemotherguide.com* montrent que seules 22,4% des mères célibataires licenciées ou à la recherche d'un emploi recevaient des prestations de chômage (singlemotherguide.com, 17 septembre 2016). *CNN* a signalé que 16 systèmes pénitentiaires étatiques n'avaient pas de procédure formelle pour inscrire les prisonniers au Medicaid quand ils réintégraient la communauté. Selon l'article, neuf États n'avaient que de petits programmes dans certaines installations ou pour des groupes limités de prisonniers. Il continue en expliquant que ces 25 États libéraient à eux tous quelque 375 000 détenus par an. Le rapport de *CNN* indique également que les deux tiers des 9 000 prisonniers malades chroniques libérés chaque année par les prisons de Philadelphie n'étaient pas inscrits à un système de santé à leur sortie (edition.cnn.com, 12 décembre 2016).

Par Le Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine – Le 9 mars 2017 – Xinhua (http://news.xinhuanet.com/english/china/2017-03/09/c_136115481.htm)

Traduit par Wayan, relu par nadine pour le Saker Francophone (http://lesakerfrancophone.fr/le-texte-officiel-du-gouvernement-chinois-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-aux-etats-unis-12)